

08-08-2007

16-10-2007

85. 224/ col 145

Commission paritaire pour les entreprises horticoles

Convention collective de travail du 2 juillet 2007

Fixation des conditions de salaire et de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins

CHAPITRE T. - Champ d'application

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises horticoles et dont l'activité principale consiste en l'implantation et l'entretien de parcs et jardins.

CHAPITRE II. - Classification professionnelle

Article 2.

La classification professionnelle des ouvriers s'établit comme suit :

1. Non-qualifiés. Sont considérés comme non-qualifiés :

- a) les manoeuvres, les ouvriers non-qualifiés qui ne peuvent travailler de façon indépendante;
- b) les ouvriers qui n'appartiennent pas à l'une des catégories reprises ci-dessous.

2. Semi-qualifiés. Sont considérés comme semi-qualifiés :

- a) les ouvriers qui, après indications d'ordre technique, peuvent effectuer normalement de manière indépendante et correctement, à une près, au moins la moitié des activités des qualifiés;
- b) les porteurs du brevet délivré à l'issue d'un contrat d'apprentissage pour "aménagement de jardins";
- c) les terrassiers.

3. Qualifiés. Sont considérés comme qualifiés :

- a) les ouvriers, porteurs du diplôme de fin d'études de l'enseignement horticole du degré moyen inférieur (A3), qui comptent au moins trois ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- b) les ouvriers, porteurs du diplôme de technicien en horticulture délivré par un établissement d'enseignement horticole du degré moyen supérieur (A2), qui comptent au moins deux ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- c) les ouvriers, porteurs du brevet délivré à l'issue d'un contrat d'apprentissage "aménagement de jardins" et qui comptent au moins trois ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- d) les ouvriers qui réunissent les conditions suivantes :
 - avoir travaillé au moins trois ans au service d'une ou de plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
 - être capables, après indications techniques, sur l'ordre de l'employeur ou de son préposé, d'effectuer les travaux suivants à une ou deux exceptions près : tailler en général, assembler toutes les plantes en vue de la décoration de jardins, aussi bien les plantes ornementales que les arbres fruitiers; profiler et égaliser les bordures des chemins et des groupes d'arbustes; effectuer divers arrosages; répandre des engrais organiques et chimiques; planter toutes les plantes destinées à l'embellissement des jardins et les connaître à fond; tondre les pelouses et élaguer les haies et les bordures; préparer les parterres en effectuant tous les travaux qui s'y rapportent; utiliser des herbicides radicaux et sélectifs; exécuter tous les travaux de maçonnerie nécessaires à la décoration des jardins (dallage, rochers, étangs, etc.); utiliser des

tondeuses à gazon à moteur et des faucheuses.

4. Surqualifiés A. Sont considérés comme surqualifiés A :

- a) les ouvriers qualifiés, porteurs d'un diplôme de technicien en horticulture, délivré par un établissement d'enseignement horticole du degré moyen supérieur (A2), et qui comptent au moins cinq ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- b) les ouvriers qualifiés, porteurs du diplôme A1 délivré par un établissement d'enseignement horticole supérieur qui comptent au moins deux ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- c) les chauffeurs conduisant régulièrement et essentiellement un camion dont la charge utile est de 3,5 tonnes minimum;
- d) les ouvriers qualifiés chargés du transport du matériel lourd;
- e) les premiers jardiniers et les faucheurs sur les talus et accotements dangereux;
- f) les ouvriers occupés au fauchage de l'herbe sur les accotements des routes désignés par les signaux F5 et F9 et des routes à deux ou plusieurs bandes de trafic séparées par un accotement engazonné ou planté.

5. Surqualifiés B. Appartiennent aux surqualifiés B :

- a) les ouvriers, porteurs d'un diplôme de technicien en horticulture, délivré par un établissement d'enseignement horticole du degré moyen supérieur (A2), qui comptent au moins dix ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins;
- b) les ouvriers, porteurs d'un diplôme de fin d'études A1 délivré par un établissement d'enseignement horticole supérieur, qui comptent au moins cinq ans de pratique dans une ou plusieurs entreprises d'implantation ou d'entretiens de parcs et jardins.

CHAPITRE III. - Conditions de salaires

A. Salaires horaires

Article 3.

Les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières sont fixés comme suit sur base d'une durée hebdomadaire du travail de 39 heures :

à partir du 1^{er} juillet 2007 :

| | |
|------------------|-----------|
| Non-qualifiés: | 10,12 EUR |
| Semi-qualifiés : | 10,43 EUR |
| Qualifiés: | 11,08 EUR |
| Surqualifiés A: | 11,35 EUR |
| Surqualifiés B : | 11,94 EUR |

Article 4.

Pour les entreprises de moins de dix travailleurs avec une semaine de 38 heures effective, les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières sont fixés comme suit :

à partir du 1^{er} juillet 2007 :

| | |
|------------------|-----------|
| Non-qualifiés : | 10,35 EUR |
| Semi-qualifiés : | 10,69 EUR |
| Qualifiés: | 11,35 EUR |
| Surqualifiés A: | 11,62 EUR |
| Surqualifiés B : | 12,24 EUR |

B. Barème mineurs

Article 5.

Par dérogation aux articles 3 et 4, les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières mineur(e)s sont fixé comme suit :

17 ans : 85 p.c.

16 ans : 70 p.c.

15 ans : 55 p.c. du salaire horaire des ouvriers et ouvrières de 18 ans et plus de la même catégorie.

C. Supplément d'ancienneté

Article 6.

Un supplément d'ancienneté est octroyé sur les salaires minimums. Ce supplément est fixé à 0,5 p.c. pour une ancienneté de 5 ans dans l'entreprise, 1 p.c. pour une ancienneté de 10 ans dans l'entreprise, 1,5 p.c. pour une ancienneté de 15 ans dans l'entreprise et 2 p.c. pour une ancienneté de 20 ans dans l'entreprise.

Article 7.

Le supplément est payé à partir du premier jour du mois suivant la date à laquelle que le travailleur atteint l'ancienneté de respectivement 5, 10, 15 ou 20 ans.

D. Indexation

Article 8.

Les salaires sont indexés annuellement comme suit :

Les salaires horaires minimums et réels sont adaptés chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'évolution réelle de la moyenne quadrimestrielle de l'indice santé des 12 derniers mois (décembre année -1 par rapport à décembre année -2).

Article 9.

S'il y a lieu d'appliquer simultanément une augmentation conventionnelle des salaires et une indexation, l'augmentation des salaires prévue est d'abord appliquée et ensuite l'indexation est calculée.

Article 10.

En cas d'adaptation, les salaires sont arrondis comme suit :

- lors d'une modification quelconque des salaires le calcul se fait, en vue du résultat final, jusqu'à trois décimales. Le montant obtenu est arrondi au centime supérieur si la troisième décimale est 5 ou plus et au centime inférieur si la troisième décimale est moins que 5;

- lorsque plusieurs modifications sont à opérer au même moment, uniquement le résultat final est arrondi.

E. Indemnité de mobilité

Article 11.

Lorsque l'ouvrier doit se rendre, sur l'ordre de l'employeur, du siège de l'entreprise, de l'atelier, du lieu de travail ou d'un autre endroit indiqué par l'employeur à un autre lieu de travail, ces frais de déplacement sont supportés entièrement par l'employeur, quels que soient le moyen de transport utilisé et la distance à parcourir.

Article 12.

L'indemnisation des déplacements effectués du domicile au lieu de travail directement est complétée par une prime de mobilité de 0,0538 EUR par kilomètre effectivement parcouru (aller et retour).

L'employeur est dispensé du paiement de la prime de mobilité si le déplacement s'effectue pendant que le personnel se trouve à la disposition de l'employeur.

Article 13.

Le paiement de la prime de mobilité a lieu en même temps que le remboursement des frais de déplacement.

F. Prime pour compenser l'impossibilité de l'employeur de fournir des repas chauds

Article 14.

Tous les travailleurs qui ont droit à l'indemnité de mobilité, recevront chaque jour une prime forfaitaire pour compenser l'impossibilité de l'employeur de fournir des repas chauds de 2,50 EUR. Cette prime n'ôte rien aux indemnités existantes payées dans le cadre des logements.

G. Frais de séjour et indemnité de séparation

Article 15.

Si l'ouvrier est empêché, de par la nature du travail ou de par la durée du déplacement, de rentrer tous les jours à son domicile et qu'il doit donc passer la nuit dans les environs de son lieu de travail, l'employeur doit lui assurer un logement convenable, des repas et le transport gratuit jusqu'au lieu de travail.

Article 16.

L'employeur peut s'acquitter de cette obligation par le paiement de :

- les indemnités forfaitaires : logement : 18,36 EUR par jour; repas : 9,34 EUR par jour.

Ces montants sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 et sont liés à l'indice des prix à la consommation de la même manière que l'indexation des salaires mais sont arrondis vers le décime supérieur.

- une indemnité de séparation de 6,20 EUR au minimum par jour en raison des frais supplémentaires occasionnés par le logement.

CHAPITRE IV.-Validité

Article 17.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} juillet 2007 et est conclue pour une durée indéterminée, à l'exception de l'article 5 qui est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2008.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer moyennant un préavis de trois mois à notifier par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles.

La convention collective de travail du 4 avril 2006, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, fixant les conditions de salaires et de travail des ouvriers et ouvrières des entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins est abrogée.

0 8 -08- 2007

1 6 -10- 2007

85. 224/COI 145

Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juli 2007

Vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden voor de werklieden en werksters tewerkgesteld in de ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf en waarvan de hoofdactiviteit bestaat in het inplanten en onderhouden van parken en tuinen.

HOOFDSTUK II. - Beroepenclassificatie

Artikel 2.

De beroepenclassificatie van de werklieden wordt vastgesteld als volgt :

1. Ongeschoolden. Worden als ongeschoolden aangezien :
 - a) de hulpwerklieden, de ongeschoolde werklieden die niet zelfstandig kunnen werken;
 - b) de werklieden die niet zijn begrepen in een van de ondervermelde categorieën.

2. Halfgeschoolden. Worden als halfgeschoolden aangezien :
 - a) de werklieden die, na technische aanwijzingen, ten minste de helft van de verrichtingen van de geschoolden, op één na, normaal, zelfstandig en degelijk kunnen uitvoeren;
 - b) de houders van het brevet afgeleverd na voleindiging van een leerovereenkomst "tuinaanleg";
 - c) de grondwerkers.

3. Geschoolden. Worden als geschoolden aangezien :
 - a) de werklieden, houders van het eindexamen van het lager middelbaar tuinbouwonderwijs (A3), die ten minste drie jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
 - b) de werklieden, houders van het diploma van tuinbouwtechnicus afgeleverd door een instelling van het hoger middelbaar tuinbouwonderwijs (A2), die ten minste twee jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
 - c) de werklieden, houders van het brevet afgeleverd na voleindiging van een leerovereenkomst "tuinaanleg" en die ten minste drie jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
 - d) de werklieden die de volgende voorwaarden vervullen :
 - gedurende ten minste drie jaar in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen hebben gewerkt;
 - bekwaam zijn om, na technische voorlichting, op bevel van de werkgever of zijn plaatsvervanger, volgende werkzaamheden te verrichten op één of twee uitzonderingen na : snoeien in het algemeen; binden van alle gewassen voor de versiering van tuinen, zowel sierplanten als fruitbomen; onder profiel brengen en afsteken van de randen van de wegen en heestergroepen; toepassen van verschillende besproeiingen; uitstrooien van organische en scheikundige meststoffen; planten van alle gewassen voor het verfraaien van de tuinen en een grondige kennis ervan bezitten; maaien van grasperken en snoeien van

hagen en randen; voorbereiden van de te bezaaien percelen en deze percelen bezaaien, met alle werkzaamheden die daarop betrekking hebben; gebruiken van radicale en selectieve onkruidverdelgers; verrichten van alle metselwerk nodig voor de versiering van de tuinen (vloeren, rotsen, vijvers, enz.); gebruiken van motorgrasmaaiers en maaimachines.

4. Meergeschoolden A. Worden als meergeschoolden A aangezien :

- a) de geschoolde werklieden, houders van een diploma van tuinbouwtechnicus afgeleverd door een instelling van hoger middelbaar tuinbouwonderwijs (A2), die ten minste vijf jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
- b) de geschoolde werklieden, houders van het diploma A1 afgeleverd door een instelling van hoger tuinbouwonderwijs, die ten minste twee jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
- c) de autovoerders die regelmatig en in hoofdzaak een vrachtwagen van minimum 3,5 ton nuttige last voeren;
- d) de geschoolde werklieden die gelast worden met het vervoer van zwaar materieel;
- e) de eerste hoveniers en de grasmaaiers op glooiingen en gevaarlijke bermen;
- f) de werklieden die gras maaien op bermen langs wegen aangeduid met de verkeerstekens F5 en F9 en langs wegen met twee of meer baanvakken, gescheiden door een bezaaide of beplante middenberm.

5. Meergeschoolden B. Behoren tot de meergeschoolden B :

- a) de werklieden, houders van een diploma van tuinbouwtechnicus, afgeleverd door een instelling van hoger middelbaar tuinbouwonderwijs (A2), die ten minste tien jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen;
- b) de werklieden, houders van het eindexamen A1 afgeleverd door een instelling van hoger tuinbouwonderwijs, die ten minste vijf jaar praktijk hebben in één of meer ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen.

HOOFDSTUK III. - Loonvoorwaarden

A. Uurlonen

Artikel 3.

De minimumuurlonen van de werklieden en werksters worden op basis van een wekelijkse arbeidsduur van 39 uren als volgt vastgesteld :

op 1 juli 2007 :

| | |
|---------------------|-----------|
| Ongeschoolden : | 10,12 EUR |
| Halfgeschoolden : | 10,43 EUR |
| Geschoolden: | 11,08 EUR |
| Meergeschoolden A : | 11,35 EUR |
| Meergeschoolden B : | 11,94 EUR |

Artikel 4.

Voor de ondernemingen met minder dan tien werknemers die een effectieve werkelijke wekelijkse arbeidsduur van 38 uren hebben, worden de minimumuurlonen voor de werklieden en werksters als volgt vastgelegd :

op 1 juli 2007 :

| | |
|---------------------|-----------|
| Ongeschoolden : | 10,35 EUR |
| Halfgeschoolden : | 10,69 EUR |
| Geschoolden : | 11,35 EUR |
| Meergeschoolden A : | 11,62 EUR |
| Meergeschoolden B : | 12,24 EUR |

B. Barema minderjarigen

Artikel 5.

In afwijking van de artikelen 3 en 4, worden de minimumuurlonen van de minderjarige werklieden en werksters als volgt vastgesteld :

17 jaar : 85 pct.

16 jaar : 70 pct.

15 jaar : 55 pct. van het uurloon van de werklieden en werksters van 18 jaar en ouder van dezelfde categorie.

C. Anciënniteitstoelage

Artikel 6.

Op de minimumuurlonen wordt een anciënniteitstoelage toegekend. Deze toelage bedraagt 0,5 pct. bij een anciënniteit van 5 jaar in de onderneming, 1 pct. bij een anciënniteit van 10 jaar in de onderneming, 1,5 pct. bij een anciënniteit van 15 jaar in de onderneming en 2 pct. bij een anciënniteit van 20 jaar in de onderneming.

Artikel 7.

De toelage wordt betaald vanaf de eerste dag van de maand volgend op het bereiken van de anciënniteit van respectievelijk 5, 10, 15 of 20 jaar.

D. Indexering

Artikel 8.

De lonen worden jaarlijks geïndexeerd als volgt :

De minimum en reële uurlonen worden elk jaar op 1 januari aangepast in functie van de reële evolutie van het viermaandelijks gemiddelde van de gezondheidsindex van de laatste 12 maanden (december jaar -1 tegenover december jaar -2).

Artikel 9.

Indien gelijktijdig een conventionele verhoging van de lonen en een indexering moet worden toegepast, wordt eerst de conventionele verhoging van de lonen toegepast en wordt nadien de indexering berekend.

Artikel 10.

De lonen worden bij een aanpassing als volgt afgerond :

- bij om het even welke wijziging van de lonen gebeurt de berekening, voor het bekomen van het eindresultaat, tot op drie decimalen. Het bekomen bedrag wordt naar de hogere centiem afgerond wanneer de derde decimaal 5 of meer bedraagt en naar de lagere centiem wanneer de derde decimaal minder dan 5 bedraagt;

- bij meerdere op eenzelfde tijdstip uit te voeren wijzigingen, wordt slechts het eindresultaat afgerond.

E. Mobiliteitsvergoeding

Artikel 11.

Wanneer de werkmán, in opdracht van de werkgever, zich van de zetel van de onderneming, het werkhuis, de werkplaats of een ander door de werkgever aangeduide plaats naar een andere werkplaats moet begeven, worden deze verplaatsingskosten volledig door de werkgever gedragen, ongeacht het gebruikte vervoermiddel en de af te leggen afstand.

Artikel 12.

De vergoeding van de verplaatsingen van de woonplaats rechtstreeks naar de plaats van tewerkstelling wordt aangevuld door een mobiliteitspremie van 0,0538 EUR per effectief afgelegde kilometer (zowel heen als terug).

De werkgever is vrijgesteld van de betaling van de mobiliteitspremie indien de verplaatsing gebeurt gedurende de tijd tijdens dewelke het personeel ter beschikking is van de werkgever.

Artikel 13.

Het betalen van de mobiliteitspremie gebeurt gelijktijdig met de terugbetaling van de verplaatsingskosten.

F. Premie ter compensatie van de onmogelijkheid van de werkgever om warme maaltijden te verstrekken

Artikel 14.

Alle werknemers die recht hebben op de mobiliteitsvergoeding ontvangen ook dagelijks een forfaitaire premie ter compensatie van de onmogelijkheid van de werkgever om warme maaltijden te verstrekken van 2,50 EUR. Deze premie doet geen afbreuk aan de bestaande vergoedingen die worden uitbetaald in het kader van overnachtingen.

G. Verblijfskosten en scheidingsvergoeding

Artikel 15.

Indien de werkmán belet is, wegens de aard van het werk of de lange verplaatsingsduur, dagelijks huiswaarts te keren en hij dus in de omgeving van de werkplaats moet overnachten, moet de werkgever instaan voor degelijke huisvesting, eetmalen en het gratis vervoer naar die werkplaats.

Artikel 16.

De werkgever kan zich van deze verplichting kwijten door betaling van :

- de forfaitaire vergoedingen : huisvesting : 18,36 EUR per dag; eetmalen : 9,34 EUR per dag. Deze bedragen zijn van kracht sinds 1 januari 2007 en worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen op dezelfde manier als de indexaanpassing van de lonen maar worden afgerond naar de hogere deciem.
- een scheidingsvergoeding van minimum 6,20 EUR per dag wegens de door huisvesting veroorzaakte bijkomende kosten.

HOOFDSTUK IV. - Geldigheid

Artikel 17.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2007 en is gesloten voor onbepaalde tijd, met uitzondering van artikel 5 dat gesloten werd voor een bepaalde duur tot 31 december 2008.

Elk van de contracterende partijen kan ze opzeggen, mits een opzeggingstermijn van drie

maanden, te betekenen bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 4 april 2006, gesloten in het Paritair Comité voor het tuinbouwbedrijf, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden voor de werklieden en werksters van de ondernemingen voor het inplanten en onderhouden van parken en tuinen wordt opgeheven.